

= Consultation publique =

Projet de décision ARCEP sur les conditions d'utilisation des fréquences

La consultation vise à recueillir les commentaires des parties prenantes sur ce projet de modification.

En préambule, certains points évoqués ci-après peuvent paraître n'avoir pas de liens directs avec les articles de la décision projetée. Néanmoins, il est nécessaire de les analyser étant donné qu'ils figureront pour beaucoup dans le texte de présentation de la décision proposée. L'arrêté qui suivra cette décision, concernant notamment les conditions d'utilisation, le programme de l'examen du certificat d'opérateur, l'attribution des indicatifs;;;etc devra tenir compte de tout cela.

Commentaires sur la présentation du texte proposé, ses références

Il est dit que le projet repose sur le respect du règlement des radiocommunications de l'UIT, des différentes directives européennes et notamment la directive 2009/140/CE, enfin le CPCE, et nombre de lois et décrets ayant notamment trait à la CEM et aux valeurs limite d'exposition du public aux champs magnétiques, à l'implantation de certaines installations et stations radioélectriques.

A l'examen du chapitre 1 (Cadre juridique), il apparaît nombre d'incohérences et de contradictions dans les textes s'appliquant directement aux stations radioélectriques des services d'amateur et d'autres textes plus généraux (CPCE).

A été supprimé le régime des LICENCES au prétexte que ces stations ne nécessitaient pas d'autorisation administrative pour leur établissement (mise en œuvre au sens du RR [Règlement des Radiocommunications]), s'appuyant sur la directive 1999/5/CE. Laquelle directive prévoyait le cas des constructions personnelles lesquelles étaient exclues de son champ d'application par opposition aux matériels commerciaux.

On voit donc mal comment le 3° du L42 du CPCE pourrait s'appliquer.

Il est bien dit dans le L33.3 "n'utilisant pas des fréquences spécifiquement assignées à leur utilisateur sont établies librement". Je comprends là qu'AUCUNE autorisation n'est nécessaire!

Résultant de ceci, on peut comprendre que, en matière de réglementation sur les services d'Amateur, l'Autorité a seulement compétence pour fixer:

- 1- Les conditions d'utilisation des fréquences des installations n'utilisant pas des fréquences spécifiquement assignées à leur utilisateur (le librement établi).
- 2- Les conditions techniques d'utilisation de ces fréquences.

Si les cas dans lesquels l'utilisation des fréquences est soumise à autorisation administrative devaient être de la compétence de l'autorité, elle sortirait de sa mission de régulation, ceci étant du ressort de l'autorité réglementaire au sens des directives européennes: séparation des pouvoirs!

A mon avis l'Autorité sort là de son statut d'affectataire des services d'Amateur.

Oui, elle est dans ses missions vis à vis des services d'Amateur lorsqu'elle se cantonne au "librement établi", si elle doit en sortir, il faut revenir au régime des LICENCES, et cela pour d'autres raisons encore (RR).

La CEM et l'émission d'amateur

"Les conditions fixées par la présente décision visent à prévenir tout brouillage préjudiciable à d'autres services bénéficiant d'une attribution à titre primaire ou secondaire au sens du TNRBF".

Ceci va de soit, mais il faudrait aussi que réciproquement les services d'amateur bénéficient également d'une protection radioélectrique quant aux brouillages causés par d'autres services ainsi que par des matériels dont les normes répondent imparfaitement à la CEM. A titre d'exemple: Les appareils CPL, les alimentations à découpage, les véhicules automobiles, les lignes téléphoniques, les éclairages basse consommation, les téléviseurs....etc. Au vu de rapports effectués par les différentes associations européennes de radioamateur, il apparaît clairement que bien qu'estampillés CE (directive 1999/5/CE), une confiance aveugle ne peut-être faite.

Ces appareillages provenant du sud-asiatique et notamment de Chine devraient subir des contrôles sérieux et tests avant de pouvoir être commercialisés.

Sur les exigences essentielles

Il est dit que: *"l'utilisation des fréquences par les stations radioélectriques des services d'amateur n'est pas soumise à autorisation individuelle"*.

Contrairement à cette affirmation, en vertu du L32 (12°) et du décret 2002-775, alors que les radioamateurs en étaient exclus, auparavant, maintenant, chacun doit au dessus de 5W HF PAR effectuer une déclaration.

Sur un autre point faisant référence au L32, voici en annexe ce qui dit la directive 1999/5/CE:

ÉQUIPEMENTS NON VISÉS PAR LA PRÉSENTE DIRECTIVE AU SENS DE L'ARTICLE 1er,

PARAGRAPHE 4

1. Équipements hertziens utilisés par des radioamateurs au sens de l'article 1er, définition 53, du règlement des radiocommunications de l'Union internationale des télécommunications (UIT), à moins qu'il ne s'agisse d'équipements disponibles dans le commerce.

Les kits de pièces détachées à assembler par des radioamateurs et les équipements commerciaux modifiés par des radioamateurs et pour leur usage ne sont pas considérés comme des équipements disponibles dans le commerce.

Cette directive n'a donc pas été traduite correctement en droit français, puisque non reprise dans le L32 (12°). La référence dans les "Vu", et le paragraphe 3 en page 8/8 pourraient être sujet à litige.

Sur les dispositions résultant de l'article 25 du RR.

Le 25.3 prévoit que *"dans des situations d'urgence ou pour les secours en cas de catastrophes"*, les services d'amateur puissent acheminer des communications pour des tiers.

Ceci est repris dans l'article 1, et c'est du bon sens!

Toutefois, ou alors ceci est sous-entendu, mais non repris dans votre développement, il me semble qu'il existe une recommandation de l'UIT indiquant que les services d'amateur doivent pouvoir s'exercer à ce genre de transmissions pour être "toujours prêts".

Service d'amateur par satellite

Concernant le service d'amateur par satellite et *l'autorisation du ministre ayant en charge les communications électroniques à laquelle est soumise l'exploitation d'une assignation de fréquence à un système satellitaire prévue par l'article L.97-2 du CPCE*, je comprends mal le sens de ce paragraphe. Je vois mal comment le ministre en question pourrait donner une autorisation pour une assignation de fréquence concernant par exemple, un satellite réalisé par des radioamateurs chinois ou indiens.

Il devrait exister me semble-t-il des instances internationales de qui relève ce genre d'autorisation, même si cela doit froisser notre sensibilité nationale.

Sur l'indicatif d'appel: Personnel ou de la Station??

De toutes les explications relevant notamment du RR, il n'apparaît nulle part dans le projet la notion d'exploitation et de mise en œuvre d'une installation radioélectrique.

Au sens du RR, quiconque souhaite mettre en œuvre une station radioélectrique doit posséder une licence d'exploitation délivrée par l'autorité gouvernementale.

Dans le RR, il est également indiqué que l'indicatif est attribué à la station, donc au matériel.

Ancien professionnel de l'aéronautique, l'indicatif de la station était mentionné nomment sur la licence d'exploitation (dito jusqu'en 1998 pour les services d'amateur). L'indicatif étant l'immatriculation de l'aéronef, il en est de même pour ce qui concerne les navires. L'opérateur titulaire d'un certificat utilisant pour le trafic l'indicatif de la station qu'il manœuvre.

Pas question d'utiliser comme mode opératoire lors du trafic: Ici F-BXYZ opérant F-BZZZ.

Ce type de trafic me choque car je vois mal, un opérateur opérant un autre opérateur.....!!!

C'est du plus mauvais goût et particulièrement réprouvé par la morale!!

Les dernières décisions ARCEP et arrêtés ne sont sur ces points pas conformes au RR.

La rédaction des articles 4 et 6 à ce sujet est ambiguë. En l'état, elle laisse supposer que l'indicatif est bien celui de la station. Ceci restant à confirmer par l'Autorité qui le précisera peut-être dans une autre décision, ou par un décret gouvernemental.

La référence à l'arrêté du 21 septembre 2000 modifié, "*utilisation d'un indicatif d'appel personnel*", sur le même sujet, ajoute à la confusion car l'indicatif d'appel est dit "personnel" et non celui de la station.

Ceci étant de la compétence gouvernementale, La référence devra être d'abord le RR de l'UIT.

La taxe et déclaration de recette comme justificatif du paiement

L'article 7 de l'arrêté du 21 septembre 2000, fait référence au paiement des taxes en vigueur. Cette taxe est initiée par l'ANFR pour être payée au trésor public. Afin d'éviter des désagréments et contestations par l'ANFR elle-même, il serait judicieux que l'administration fiscale adresse de façon systématique au titulaire de l'indicatif une déclaration de recette justifiant du paiement des taxes afférentes.

Les sanctions et l'ANFR

Sur la suspension, ou révocation, il est tout à fait normal que seule l'autorité administrative qui a délivré le certificat d'opérateur ou l'indicatif d'appel puisse le faire.

Il faut rappeler notamment que l'ARCEP ne dispose d'aucun pouvoir de sanction (Décision du Conseil d'État du 26 janvier 2000), pas plus d'ailleurs que l'ANFR dont ce n'est pas la mission.

Il semble avoir été oublié depuis de nombreuses années que l'une des missions de l'ANFR était de donner des conseils notamment pour solutionner les problèmes liés aux brouillages, notamment de voisinage.

Aujourd'hui, on a plutôt à faire à un gendarme qui est là pour sanctionner. Les articles nous concernant au CPCE, sont assortis de "peines d'emprisonnement et ou de fortes amendes". Il s'agit là d'un arsenal purement répressif tout à fait contraire à l'état d'esprit au sein de la communauté radioamateur. S'agissant d'une activité scientifique, et d'expérimentation si certains radioamateurs ont pu "brouiller", c'est tout à fait ponctuel et involontaire. Le système répressif mis en place ou qui nous a été opposé il n'y a pas si longtemps: atteinte à l'ordre public, à la sécurité publique n'est pas recevable, discriminatoire, et ne reflète en rien ce qui est notamment contenu dans les diverses directives européennes.

Un changement d'état d'esprit est nécessaire et recommandé!

Comité de coordination

Le 5.2 fait référence à l'article L43 1 du CPCE: "*coordonne l'implantation sur le territoire national des stations radioélectriques de toute nature afin d'assurer la meilleure utilisation des sites disponibles..... L. 34-9-1. A cet effet, les décisions d'implantations ne peuvent être prises qu'avec son accord...*". Voici encore un cas où le texte est en totale contradiction avec le librement établi, ceci par ailleurs ne peut s'appliquer qu'aux stations fixes.

Ce pourrait être envisageable dans le cadre d'une concertation avec les associations. Il a existé un embryon d'un comité de coordination, lequel a totalement été saboté par DGCIS qui a accordé des indicatifs en court-circuitant volontairement les instances qui avaient été mise en place en favorisant certains dossiers au détriment d'autres.

Sur le régime déclaratoire

Au sujet du régime déclaratoire des stations des services d'amateur dont la puissance apparente rayonnée (PAR) est supérieure à 5 watts, il est regrettable que l'arrêté en question ait été mis en place sans concertation par l'ANFR. Il s'agit d'un passage en force de l'ANFR sans aucune information préalable des intéressés. Ceci a été très mal ressenti par l'ensemble de la communauté radioamateurs française, et cela suite au "lobbying" d'associations militant contre l'implantation d'antennes pour le compte des opérateurs de téléphonie mobile.

Et d'où vient ici encore cette limitation en puissance, quelle en est la justification?

Sur les communications d'urgence

Sur le 5.4, l'utilisation de l'article 65-1 du CPCE avec: "leur utilisation serait de nature à nuire à l'ordre, à la sûreté ou au crédit publics ou à la défense nationale", est particulièrement flou quant la définition des termes sûreté et crédit publics.

Le fait de vouloir appliquer de tels textes relève du procès d'intention. C'est également fait fi de l'attitude des radioamateurs de façon générale. Ils ont participé entre les deux guerres mondiales à une avancée significative des techniques radioélectriques, au développement des radiocommunications, à la mise en place de réseaux de

communications d'urgence.

Ils ont participé activement à la défense de la France et des français lors de l'occupation durant les années 39-45.

Ils sont à l'origine de la remise en route des moyens de communication dans les années 50/60.

Si au cours des 20 dernières années, ils semblent n'avoir pas pris leur part au développement du pays, c'est que contrairement à d'autres pays européens notamment, les réglementations successives n'ont pas été à la hauteur.

Pour faire court, la référence au L65-1, n'est pas du plus bel effet.

Les services d'amateur sont plus aptes à épauler volontairement la nation en cas d'urgence. La démonstration en a souvent été faite, alors même que la réglementation ne l'autorisait pas!

Sur les questions posées page 4

Stations automatiques:

1) Différents types de stations automatiques:

Relais phonie sur la même bande ou sur des bandes différentes

Relais télévision

Relais numériques

Relais serveur local

Balises

2) Usages associés

Trafic phonie

Commutation automatique et recherche d'un radioamateur par son indicatif.

Diffusion d'informations sous forme données ou vocales numériques.

Cours de morse

Positionnement par système APRS.

3) Evolution de ces types de stations.

Certains relais pourraient interconnectés pour en augmenter la couverture.

Relais assurant la poursuite automatique de ISS avec rediffusion du trafic depuis la station spatiale.

Connexion à un serveur dédié pour des calculs spécifiques aux activités radioamateur.

Adaptation à tout type de modulation à venir.

4) Conditions d'utilisation proposées dans le projet et stations automatiques.

L'installation d'un relais doit se faire de façon concertée via associations. La demande d'indicatif doit obligatoirement sauf si la station est chez un particulier, passer par une association représentative. **pas d'attribution directe par l'autorité gouvernementale.**

Un recensement des sites devrait exister. Effectué par qui?

5) Dispositions complémentaires en matière d'utilisation des fréquences

Toujours concertation, ou du moins que l'ARCEP questionne les associations afin de savoir s'il n'existe pas déjà un projet similaire sur un site proche afin d'éviter un brouillage éventuel.

Un plan de répartition des fréquences au niveau national par "carrés", par exemple, afin d'éviter une multiplication de stations sur la même fréquence ou des fréquences proches.

Comme pour un indicatif de radio-club, il faut que le responsable soit titulaire de la classe 1, définir statut similaire. Tenue par l'ARCEP d'une liste (non publique) des responsables. Cette liste étant connue des associations, une mise à jour bi-annuelle étant faite.

Et pourquoi cette limitation en puissance? d'où vient-elle?

6) Autres commentaires sur le projet de décision

6.1 Licence CEPT et classe 3

Délivrance systématique à tous les titulaires des classes 1/2. Une seule classe existe au niveau CEPT.

6.2 Documents administratifs à disposition du public et démarches pour des amateurs en villégiature

6.3 Le retour du deuxième opérateur nécessaire

6.4 Le "marché" de l'émission d'amateur

6.5 Les équivalences

6.1 Opérateur de la classe 3 en France et novice CEPT

Le but du certificat d'opérateur est bien de s'assurer d'un certain niveau de connaissances.

Pour ce qui est de la classe 3, il est surtout demandé une bonne connaissance de la réglementation en vigueur. Il faut noter que cette connaissance des textes réglementaires, n'est pas aisée à acquérir du fait que la lecture des textes régissant l'activité des services d'amateurs est ardue.

Il y a une vingtaine d'années existait "le Guide du radioamateur". Ce livret permettait une étude plus aisée des textes réglementaires français mais faisait abstraction du RR et des textes CEPT.

L'Union Européenne est en place, et il faut dépasser la notion de frontières. Les ondes n'en ont jamais eu.

Le projet proposé en tient compte.

Ne faudrait-il pas aller plus loin et reprendre un projet CEPT de classe novice () permettant à de nouveaux radioamateurs d'expérimenter, de trafiquer. Le Royaume-Uni au travers de sa "foundation licence" me paraît être sur le bon chemin?

Cantonner des radioamateurs uniquement sur la bande 144-146MHz, ne me paraît pas très motivant. Parmi les nouveaux venus, il y a des radioamateurs intéressés par les fréquences élevées, allant jusqu'au laser!

D'autres sont plus tentés par le trafic avec des radioamateurs éloignés, en utilisant aussi bien la phonie que le morse. Les autoriser avec une puissance maximale de 10W HF me paraîtrait une bonne approche. Une meilleure connaissance des antennes et du système de propagation serait acquise au fil des ans.

L'examen de façon générale

Évidemment, il y a lieu d'élargir le programme d'examen pour tenir compte de l'accès à des bandes hautes et à celles décimétriques, mais aussi revoir la façon dont se déroulent les sessions d'examen à huit clos. La formulation des questions être claire. Le but de l'examen doit être de s'assurer que les notions de base sont assimilées. Pas de questions du type de celles posées en doctorat de radiocommunication.

La suppression de l'épreuve de morse est contestable et contestée. Elle pourrait être optionnelle pour l'obtention du certificat de classe novice.

6.2 Documents à disposition du public

A ma connaissance, il n'existe des informations sur l'émission d'amateur que sur le site de l'ANFR, et elles s'adressent uniquement à destination des radioamateurs.

Sur le site de l'ARCEP, on ne trouve que l'accès aux textes réglementaires ce qui est bien léger comme information sur l'émission d'amateur en France. L'édition d'un livret du type du guide radioamateur étant donné la spécificité de l'émission d'amateur est indispensable. Ce livret devrait aussi s'adresser au public afin de présenter l'émission d'amateur comme un des services de radiocommunication au service de la France en cas de besoin.

Il est nécessaire d'aller plus loin que ce qui n'a jamais été fait.

L'ARCEP devrait pouvoir intervenir au titre d'affectataire, auprès de l'Education Nationale afin que celle-ci prenne en considération cette activité d'expérimentation scientifique, laquelle soit mise au programme notamment dans les collèges techniques.

D'autres autorités devraient également participer activement à la promotion de l'émission d'amateur en France et notamment le Ministère de l'Economie. Ces points peuvent ne pas être du ressort de l'ARCEP, au cas je le déplorerais.

Ceci ne doit pas non plus être du seul ressort des quelques associations ou de bénévoles.

Dans de nombreux pays, il existe un bureau officiel des services d'amateur. Pourquoi pas en France

L'ARCEP ne doit pas avoir à rougir d'exercer la "tutelle" des Services d'Amateur et d'Amateur par satellite.

6.3 Le retour du deuxième opérateur nécessaire

Supprimé par la décision ART de 1998, il convient de rétablir la notion de deuxième opérateur d'une station des services d'amateur.

Cette notion de deuxième opérateur est nécessaire pour les radio-clubs ou d'autres stations qui pourraient être établies notamment dans les collèges techniques, les grandes établissements dont l'enseignement touche à la radioélectricité les radiocommunications.

Promotion de l'émission d'amateur

Par ailleurs et à titre d'exemple, dans de nombreux établissements scolaires, des jeunes pourraient, comme cela se pratique notamment au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, établir des contacts avec d'autres jeunes lors de certains événements. Ce trafic en tant que 2ème opérateur s'effectuant sous la responsabilité d'un radioamateur titulaire

d'un certificat d'opérateur. Actuellement, ainsi des amateurs établissent des liaisons avec la station spatiale ISS. Les jeunes ne peuvent pas poser DIRECTEMENT leurs questions. Seul l'opérateur est autorisé. Ceci est particulièrement frustrant.

6.4 Le "marché" de l'émission d'amateur

On voit aujourd'hui mal où se situe l'émission d'amateur dans les grandes écoles "technique" tant la part du "management" et du "commercial" est omniprésente. Dans l'économie d'un pays, ce n'est pas le "commercial" qui crée de la plus-value mais les produits industriels.

L'émission d'amateur (c'est intentionnellement que le terme émission d'amateur est employé par opposition à radioamateur), est synonyme d'expérimentation, elle met en avant la découverte de la technique et des technologies utilisées dans les radiocommunications notamment? Cela concernant non seulement l'utilisation de matériel, mais aussi celle de logiciels associés à ces matériels.

Autant le logiciel peut être à portée de chacun, le matériel lui étant quasi indisponible en France, et hors de portée de la quasi totalité des amateurs. L'amateur doit aujourd'hui pour son expérimentation, s'approvisionner sur les marchés hors de France. Voici le résultat de 20 ans de "sape" en amont, pour casser la dynamique de l'émission d'amateur du XXème siècle.

6.5 Les équivalences au certificat d'opérateur

Dans le même registre de nombreux professionnels, je pense au personnel navigant technique des compagnies aériennes (pilotes/mécaniciens) dont je suis.

Il me paraît absolument aberrant de voir qu'il n'existe aucune équivalence entre les CGR (Certificat Général de Radiocommunication) et le certificat d'opérateur des services d'amateur. Il en est de même pour d'autres catégories de professionnels civils dont le niveau technique ne fait aucun doute et dont la rigueur dans le trafic radio est exemplaire.

Il existe également de nombreuses catégories de personnes titulaires de diplômes étatiques en radioélectricité, radiocommunications, télécommunications.....etc, dont l'équivalence est évidente, et pourrait être reconnue quant à la partie technique, hors réglementation spécifique aux services d'amateur.

Par le passé, ont été accordées des équivalences à des personnels militaires sur le seul critère qu'ils étaient opérateurs télégraphistes alors qu'aucune vérification n'était prévue quant au niveau des connaissances techniques ou réglementation.

Mesure discriminatoire évidente!

Il conviendra de remédier à cet état de fait, dans le respect de la Constitution française, et des directives européennes: ni discrimination, ni favoritisme.

En guise de conclusion

Le texte proposé à la décision est simple et assez bien équilibré.

Est discutable le fait que l'appartenance de l'indicatif d'appel ne soit pas plus clair.

La promulgation de cette décision démontrera enfin, que les radioamateurs français sont en symbiose avec leurs collègues des pays membres de l'UE. Elle permettra notamment, le développement de moyens de transmissions numériques attendus depuis plusieurs années, l'ouverture à tous du 50MHz.

Souhaitons que le texte ayant trait au certificat d'opérateur, aux conditions d'utilisation, et au programme de l'examen, soit de la même lignée, et d'abord plus proche du RR qu'actuellement.

De nouveaux challenges sont possibles!

Monsieur PRAT Irénée (F6GAL)